

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : MDE 14/012/2009 (Public)
ÉFAI
20 avril 2009

Irak. L'avenir des résidents du camp d'Ashraf fait l'objet d'inquiétudes

Amnesty International a écrit directement au Premier ministre irakien, Nouri al Maliki, à propos de l'évolution de la situation des quelque trois mille exilés iraniens vivant actuellement dans le camp d'Ashraf, au nord-est de Bagdad, dont des responsables irakiens ont dit qu'ils allaient devoir quitter le pays. Ces Iraniens sont membres ou sympathisants de l'Organisation iranienne des moudjahidin du peuple (OIMP).

Amnesty International s'inquiète notamment d'une déclaration récente qui aurait été faite par Muwaffaq al Rubaie, conseiller pour la sécurité nationale ; lors d'une interview à *al Forat*, une chaîne de télévision irakienne, celui-ci aurait déclaré que les autorités avaient l'intention de rendre graduellement « *intolérable* » la présence continue des résidents du camp d'Ashraf. Peu après cet entretien, sans que l'on puisse établir de lien de façon certaine, l'entrée du camp a été refusée à une équipe de médecins pendant plusieurs jours. Selon les informations dont nous disposons, l'un des objets de leur présence était d'apporter des soins à une femme souffrant d'une tumeur cancéreuse interne devant être opérée. Les médecins ont ensuite été autorisés à entrer dans le camp.

Dans son courrier, Amnesty International demande instamment au Premier ministre irakien de veiller à ce qu'aucune action ne soit entreprise par les autorités en violation des droits fondamentaux des résidents du camp d'Ashraf ; l'organisation lui demande également de clarifier les intentions du gouvernement envers eux compte tenu de la menace qui aurait été proférée Muwaffaq al Rubaie de leur rendre la vie « *intolérable* ». Amnesty International avait déjà lancé un appel au gouvernement irakien pour lui demander de veiller à ce qu'aucun des résidents du camp d'Ashraf et aucun autre dissident iranien ne soit renvoyé de force en Iran, en raison des risques de torture et autres graves violations des droits humains encourus par ces personnes en Iran.

Complément d'information

L'OIMP est une organisation d'opposition iranienne dont beaucoup de membres résident en Irak depuis de nombreuses années. Jusqu'à une date récente, l'organisation figurait sur la liste des organisations « *terroristes* » dressée par l'Union européenne (UE) et les gouvernements d'États non européens, mais la plupart ont maintenant levé cette appellation, l'OIMP ne prônant plus et ne pratiquant plus l'opposition armée au gouvernement iranien. Après l'invasion de l'Irak en 2003, les forces américaines avaient assuré la protection des résidents du camp d'Ashraf, reconnus comme « *personnes protégées* » au titre des Conventions de Genève. La situation a, semble-t-il, changé avec l'Accord sur le statut des forces (SOFA) entre les gouvernements irakien et américain, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2009, même si aucune référence au camp d'Ashraf ni à ses résidents ne figure dans l'Accord. Le gouvernement iranien ferait

pression sur l'Irak pour qu'il expulse d'Irak les membres et sympathisants de l'OIMP.